

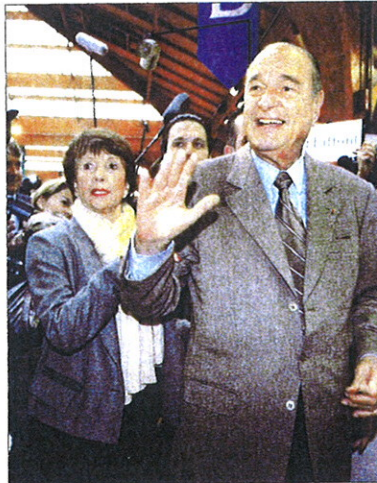
La France dispense ses ex-présidents de se vendre

Les anciens hôtes de l'Élysée ont le sourire : le cumul de leurs retraites ajouté à de considérables avantages en nature leur assurent un confortable niveau de vie. Nul besoin de se lancer dans le business...

Au 119, rue de Lille, dans un bel immeuble haussmannien, à deux pas de l'Assemblée nationale, Jacques Chirac occupe le deuxième étage. Il y reçoit ses invités dans un bureau assez simple, où il a placardé un portrait de Georges Pompidou, son père spirituel. Pour gérer ses activités, il dispose de tout un staff : un préfet, Bertrand Landrieu qui était son directeur de cabinet à l'Élysée, un jeune ambassadeur, Olivier Mauvissseau, et deux autres conseillers venus de son équipe élyséenne. S'ajoutent trois secrétaires, deux chauffeurs et deux officiers de sécurité. Leur mission ? Lui organiser des rencontres avec des hommes politiques étrangers ou des élus locaux, l'aider à écrire ses mémoires (le tome 1 s'est vendu à 450 000 exemplaires), ou gérer ses démêlés avec la justice. Tous sont rémunérés par l'État, qui les gratifie de primes de « sujétion spéciale », pour « compenser les contraintes subies dans l'exercice des fonctions » (sic).

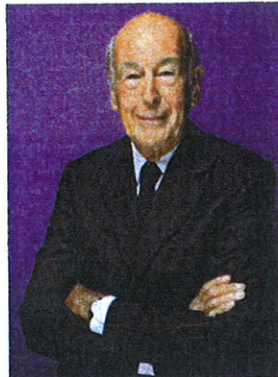
Facture salée pour l'État

Avec ses anciens chefs d'État, la République est bonne mère. En 1985, une « décision » signée par Laurent Fabius, Premier ministre, mais jamais publiée, leur a octroyé ces avantages considérables. À l'époque, il s'agissait de « régler » le cas de Valéry Giscard d'Estaing. Presque vingt-cinq ans plus tard, VGE en bénéficie toujours. Au 199, boulevard Saint-Germain, un des quartiers les plus chers de Paris, il a lui aussi son préfet, Olivier Revol, et une dizaine de collaborateurs mobilisés sur ses marottes, par exemple son combat

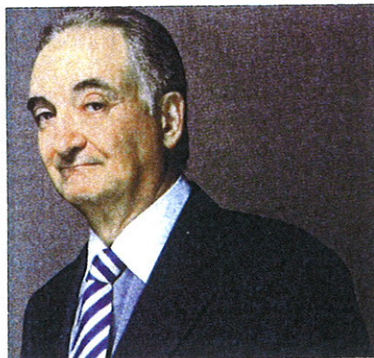


Jacques Chirac. Une équipe à son service, des bureaux, l'avion gratuit et 31.000 euros mensuels.

contre les éoliennes. Comme Chirac, VGE peut parcourir le monde : il bénéficie d'une carte de circulation gratuite et illimitée sur Air France, en business. La facture pour l'État est salée : 700 000 euros chaque année (dont 230 000 de primes), selon le député René Dosière qui a obtenu ces chiffres de Matignon, sans tenir compte des traitements des fonctionnaires mis à disposition. La France assure à ses « ex » un revenu très confortable. En les désignant à vie membres de droit du Conseil constitutionnel, où ils perçoivent une indemnité de 12 000 euros par mois. En leur autorisant le cumul de toutes les retraites de



Valéry Giscard d'Estaing. 30 000 euros par mois. Soit beaucoup plus que ce qu'il touchait durant sa carrière.



Jacques Attali. À défaut d'être président, il était l'ombre de Mitterrand... Lui a vraiment plongé dans le business : des livres, des conférences et son cabinet de consultant.

toutes leurs anciennes fonctions. VGE touche ainsi sa pension de président de la République, de député, d'inspecteur des finances et de président du conseil régional d'Auvergne. Soit plus de 30 000 euros par mois, selon Jean-Marc Philibert, auteur de *L'Argent de nos présidents* (éd. Max Milo). « Ses revenus de retraite dépassent désormais largement ce qu'il touchait durant sa carrière », écrit-il. Même pactole pour Jacques Chirac, qui cumule ses pensions de chef de l'État, de député de Corrèze, de maire et président du Conseil général de Paris, et d'ancien de la Cour des comptes. Total : plus de 31 000 euros mensuels en comptant les revenus du Conseil constitutionnel. Soit plus que la rémunération actuelle de Nicolas Sarkozy ! Avec un tel amortisseur, on comprend pourquoi nos ex-présidents ne se lancent pas dans le business, comme leurs homologues étrangers.

Des cachets « modestes »

Les ex-Premiers ministres bénéficient de moins de largesses, avec seulement un secrétaire, un chauffeur et un agent de sécurité. Pourtant, rares sont ceux qui osent franchir le Rubicon du privé, à l'image de Dominique de Villepin. « Le système français permet à nos anciens dirigeants politiques de bien vivre, pas de faire fortune, comme dans le monde anglo-saxon », estime l'économiste Hervé Juvin, président d'Eurogroupe.

Alors que le marché des conférences explose outre-Atlantique avec des tarifs mirobolants, il balbutie dans l'Hexagone. Les cachets restent modestes : entre 3 500 et 10 000 euros la conférence, rapporte Bruno Duvillier, le président de Plateforme, l'une des agences spécialisées, qui compte Michel Rocard et Jean-Pierre Raffarin parmi ses conférenciers. « Ce marché ressemble à celui de la publicité dans les années 1950. Il va se développer », prévoit-il néanmoins. En la matière, VGE est un précurseur. Il a déjà donné plusieurs conférences dans des universités américaines et des banques anglo-saxonnes. Mais, jure-t-il, il a tout reversé à la fondation pour l'Enfance, présidée par sa femme Anne-Aymone.

Thierry Fabre et Fanny Guinchoy